

Genève, le 8 mars 2022

Cher Président Biden,

Objet : Libérez les réserves afghanes détenues aux USA

La prise de pouvoir des talibans à Kaboul en août dernier, après l'effondrement spectaculaire du gouvernement, a provoqué une onde de choc en Afghanistan et dans le monde entier.

Aucun pays n'a officiellement reconnu les autorités *de facto* - l'« Émirat islamique d'Afghanistan ». Le bilan des talibans en matière de droits de l'homme, leur interprétation de la charia et leur gestion du pouvoir il y a 20 ans suscitent de vives inquiétudes. Les attaques contre les femmes, les minorités religieuses et ethniques ainsi que les médias, forcent les Afghans à fuir leurs maisons et à chercher refuge ailleurs.

La fin de quatre décennies de guerre a amené une réduction bienvenue de la violence armée, mais les effets catastrophiques des sanctions économiques et la saisie des réserves nationales afghanes exacerbent de profonds niveaux de pauvreté, de privation et de désespoir.

Votre décret du 11 février 2022 aura un effet dévastateur sur le peuple afghan. Le gel de 9,1 milliards de dollars des réserves extérieures de l'Afghanistan détenues dans des banques américaines et européennes mine déjà le rôle de stabilisation de la monnaie de la banque centrale afghane (Da Afghanistan Bank ou DAB), une institution indépendante et crédible. Cela a provoqué une crise de liquidité qui, associée à l'inflation et à la perte d'emplois et de moyens de subsistance, signifie que la plupart des Afghans ne sont plus en mesure de se procurer des produits de première nécessité tels que nourriture, logement et combustible pour se chauffer.

Les Afghans sont désespérés. Selon le Programme alimentaire mondial, 8,7 millions d'Afghans ainsi appauvris risquent de mourir de faim ; un million d'enfants risquent de trouver la mort cet hiver. Cette situation catastrophique a obligé certaines familles à prendre des décisions déchirantes, comme la vente de leurs filles mineures en échange de nourriture. Le désespoir pousse des milliers d'Afghans à fuir vers le Pakistan et l'Iran, tandis que d'autres tentent de rejoindre l'Europe ou tout autre lieu où ils ont une chance de survivre.

L'aide humanitaire est vitale pour aider à sauver des vies en danger imminent, mais elle n'est pas une alternative au fonctionnement normal de l'économie et du système bancaire qui sont indispensables à la fourniture de services essentiels. Les fonctionnaires doivent être payés et le secteur commercial doit générer des emplois et soutenir les moyens de subsistance. L'aide humanitaire elle-même est déjà perturbée par l'absence de liquidités. Et sans liquidités, même l'opération humanitaire la plus généreuse aura un impact limité. Les mesures palliatives, si utiles soient-elles, ne peuvent remplacer des services bancaires réguliers et réglementés.

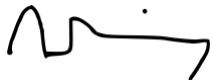
Libérez les actifs de la réserve afghane et rétablissez les liquidités. La combinaison de restrictions financières découlant des sanctions, et une mauvaise compréhension du rôle important de la banque centrale afghane dans la mise en place d'une économie viable s'avère être un cocktail toxique qui menace des millions de vies. Elle empêche également les Afghans d'accéder à leurs économies à ce moment critique.

Nous, soussignés, vous demandons de révoquer le décret présidentiel et de transmettre les instructions nécessaires pour :

- Permettre à la DAB, une banque centrale indépendante, expérimentée et crédible, d'accéder aux réserves nationales afghanes détenues dans des banques américaines. La DAB devrait avoir un accès limité, conditionnel et contrôlé par la communauté internationale, à un minimum de 150 millions de dollars, sur une base mensuelle, pour organiser des adjudications, contrer l'inflation et maintenir la stabilité de l'*afghani*, la monnaie locale.
- Fournir les gages nécessaires aux autorités concernées afin que les *afghanis* récemment imprimés puissent être envoyés à la DAB sans délai, ce qui permettra de disposer des liquidités indispensables au bon fonctionnement de l'économie.

En l'absence de mesures urgentes pour débloquer les réserves financières afghanes, la misère de la population ne fera qu'empirer, avec des conséquences catastrophiques en Afghanistan et au-delà.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments respectueux.



Antonio Donini,
Au nom de United Against Inhumanity (UAI)
www.against-inhumanity.org

Avec le soutien de :

Nom	Titre
Philip Alston	UN Special Rapporteur on Extreme Poverty 2014-2020 UN Special Rapporteur on Extrajudicial, Summary or Arbitrary Killings, 2004-2010
Martin Barber*	UN Humanitarian Coordinator for Afghanistan, 1995-96 Director, UN Mine Action Service, 2000-2005
Carol Bellamy	Executive Director, UNICEF, 1995-2005
Catherine Bertini	Executive Director, UN World Food Programme, 1992-2002

Alain Boinet	Founder, Solidarités International
Laura Boldrini Chamber	MP Italy, Chair of Human Rights Standing Committee, of Deputies former Speaker, former UNHCR spokesperson
Mark Bowden	UN Asst. Secretary General, UN Deputy Special Representative for Afghanistan, UN Resident and Humanitarian Coordinator, 2012-2017
Lakhdar Brahimi	UN Special Representative of the Secretary-General for Afghanistan, 2001-2004
Rony Brauman	President, Médecins Sans Frontières, 1982-1994
Jean-François Cautain	Director, MADERA Afghanistan, 1994-1999
Neta Crawford	Professor and Chair, Dept of Political Science, Boston University, <i>Montague Burton Professor-elect, Oxford University</i>
David B. Edwards	James N. Lambert '39, Professor of Anthropology, Williams College
Kai Eide	UN Special Representative of the Secretary General, Afghanistan, 2008-2010
Jan Eliasson	Deputy Secretary-General of the UN, 2012-2016 UN Under-Secretary General for Humanitarian Affairs and Emergency Relief Coordinator, 1992-1994
Anders Fange	Country Director, Swedish Committee for Afghanistan, 18 years between 1983-2011
Jean-Marie Guéhenno	UN Under-Secretary General for Peacekeeping Operations, 2000-2008
Denis J. Halliday	UN Assistant Secretary General, 1994-1998
Peter Hansen	UN Under-Secretary General for Humanitarian Affairs and Emergency Relief Coordinator, 1994-1996
Sir Richard Jolly	Deputy Executive Director UNICEF, 1982-1995
Nils-Arne Kastberg	Director, Emergency Operations, UNICEF, 1998-2003
Michael Keating	UN Secretary-General's Deputy Special Representative, Resident and Humanitarian Coordinator, Afghanistan, 2010-12 Special Representative of the UN Secretary-General for Somalia, 2016-18
Tom Koenigs	UN Special Representative of the Secretary General, Afghanistan, 2006-2007
Bernard Kouchner	Minister of Foreign Affairs, France, 2007-2010, Co-founder, Médecins sans Frontières, Founder, Médecins du Monde
Jennifer Leaning MD MPH	Senior Research Fellow, Harvard FXB Centre for Health and Human Rights, Associate Professor of Emergency Medicine, Harvard Medical School
Frederick Lyons Resident	UNDP Country Director, Afghanistan, 2005-2006, UN and Humanitarian Coordinator for Iran, 2003-2005
Khaled Mansour	Director of Communications, UNICEF 2010-2013 WFP Spokesman in Afghanistan 1999-2002
Carolyn McAskie, O.C.	UN Assistant Secretary General, 1999-2008

Dr. Shah Mehrabi	Professor of Economics, Montgomery College, USA; Chair of the Audit Committee of the Central Bank of Afghanistan
Rossella Miccio	President of EMERGENCY
Dr Nilab Mobarez	Secretary General, Afghanistan Red Crescent Society, 2016-2021; President, ARCS, March-August 2021
Mar	
Michael Møller	UN Under-Secretary-General and Director-General of the UN Office at Geneva, 2013-2019
Ross Mountain	UN Assistant Secretary General, 2004-2017
Sotirios Mousouris	UN Assistant Emergency Relief Coordinator, 1998-2004 Personal Representative of the UN Secretary General for Afghanistan and Pakistan, Coordinator of Humanitarian Assistance to Afghanistan, 1992-1994
Gunter Mulack	Ambassador, German Foreign Ministry, Head of Mine Action Programmes, 1995-2000; Coordinator German Cultural Assistance to Afghanistan, 2002-2005
Norah Niland*	UN Snr Human Rights Advisor, Afghanistan, 1999-2001 Director, Human Rights team UNAMA, 2008-2010
Sara Pantuliano	Chief Executive, Overseas Development Institute
Sir Charles Petrie	UN Assistant Secretary General, 2009-2010
Thomas Piketty	Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris
Nicholas van Praag	Director of External Relations, UNHCR 2006-2009, Founder Ground Truth Solutions and Director, 2011-present
Mark Raper, SJ	Jesuit Refugee Service, 1982-2000
Jean-Baptiste Richardier*	Co-founder, Handicap International
Barnett Rubin	Snr Advisor to US Special Representative and UN on Afghanistan and South Asia; Center on International Cooperation, NYU, Quincy Institute for Responsible Statecraft
Nino Sergi	Co-founder and President Emeritus of INTERSOS
Hans C. von Sponeck	UN Assistant Secretary-General and Humanitarian Coordinator, Iraq, 1998-2000
Coordinator,	
Françoise Sivignon	President, Médecins du Monde France, 2015-2018
Dr Shashi Tharoor	UN Under-Secretary General, Public Information, 2001-2007 Minister of State for External Affairs, India, 2009-2010, Chairman, Parliamentary Standing Committee on External Affairs, 2014-2019
Frederic Tissot	Consul General of France in Iraqi Kurdistan, 2007-2012 Advisor to Afghanistan Minister of Health, 2001-2005
Florence Veber	President, Aide Médicale Internationale, 1983-1984
Hubert Vedrine	Minister of Foreign Affairs, France, 1997-2002
Alex de Waal	Executive Director, World Peace Foundation
Margareta Wahlstrom	President, Swedish Red Cross, 2017-2021; UNSG Special Representative for Disaster Risk Reduction, 2008-2015
Gerald Walzer	Deputy High Commissioner for Refugees, UNHCR 1993-1999

*UAI Appeal Organizers



cc: Secretaries Blinken and Yellen,
US Permanent Representatives to UN, New York and Geneva
bcc: All signatories